



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat
général**

LÉGISLATION ET RÉFORMES FISCALES (Direction générale des impôts, 1818-1973)

Répertoire méthodique détaillé

établi par Christophe LOY, secrétaire administratif de classe exceptionnelle

1ère édition électronique

Centre des archives économiques et financières
Savigny-le-Temple

2021

Cet instrument de recherche a été rédigé avec un logiciel de traitement de texte.
Il est en français.
Conforme à la norme ISAD(G) et aux règles d'application de la DTD EAD
(version 2002).

Sommaire

Législation fiscale.....	7
Textes, lois, projets de lois, droit, réglementation.....	7
Successions.....	7
Justice, organisation, réforme.....	9
Immobilier, baux, loyers.....	12
Guerre, reconstruction, séquestres.....	13
Conservation des hypothèques, hypothèques.....	15
Timbres et exemptions de droits, de frais d'enregistrement.....	16
Taxes et publicité, affiches, enseignes.....	19
Impôts sur le revenu et des créances, autres impôts, taxes, contrôle, pénalités.....	20
Algérie, Tunisie et colonies.....	24
Assurances.....	26
Retraites.....	29
Secteurs boursier et bancaire, emprunts, rentes.....	29
Accords fiscaux entre la France et des pays étrangers.....	34
Canaux d'irrigation, grands travaux, remises en état.....	36
Transports, automobiles.....	37
Éducation.....	37
Commerce, marchés, ventes, entreprises.....	37
Maladies, accidents.....	39
Douanes.....	39
Expositions.....	39
Agriculture, sylviculture.....	40
Associations.....	40
Établissements publics, marchés administratifs, subventions aux départements et aux communes.....	40
Professions réglementées.....	41
État civil.....	42
Droit du travail, conciliation.....	43

Référence

B-0043139/1 – B-0043259/1, B-0043290/1 - B-0043381/1

Niveau de description

Dossier

Intitulé

Législation et réformes fiscales.

Dates extrêmes

1818-1973

Noms des principaux producteurs

Direction générale des impôts, service de la législation fiscale

Importance matérielle

150 boîtes, soit 18 mètres linéaires.

Langue des documents

Français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Service des archives économiques et financières

Localisation physique

Savigny-le-Temple (77)

Conditions d'accès

Communicabilité selon les articles L.213-1 à L.213-6 du Code du patrimoine.

Conditions d'utilisation

La reproduction de ces documents est soumise au règlement intérieur de la salle de lecture du Service des archives économiques et financières.

Modalités d'entrée

Versement PH 010/74 du 8 mars 1974.

Historique du producteur

L'enregistrement est réorganisé en régie (décret des 9-15 mai 1791, décret des 18-27 mai 1791), puis érigé en direction générale de l'enregistrement, des domaines et du timbre (arrêté du 20 septembre 1801). De 1817 à 1878, cette direction reçoit les attributions de l'administration des forêts. En 1848, elle est remplacée par une simple direction, puis rétablie comme direction générale en 1851. Elle est constituée d'une direction générale au niveau de l'administration du ministère des finances, et de services extérieurs à l'échelon départemental.

L'introduction de l'impôt sur le revenu et le passage progressif à un système d'impôts synthétiques et personnalisés imposent une réorganisation des trois régies (les Contributions directes et le cadastre, les Contributions indirectes, l'Enregistrement, les domaines et le timbre). Une première tentative de réunion des Contributions directes et de l'Enregistrement (décret du 17 septembre 1926) échoue. Après guerre, les trois directions générales sont supprimées et fusionnées dans la direction générale des impôts (DGI) (décret du 16 avril 1948), à laquelle est rattaché le service des domaines au 31 décembre 1952. En fait, pendant

plusieurs années, la DGI n'est que la superposition des trois administrations anciennes, la législation fiscale étant réservée à un service de coordination. La fusion des directions centrales est progressive jusqu'en 1960 avec la mise en place d'une organisation fonctionnelle comprenant huit services. Leur nombre est réduit à cinq entre 1960 et 1969, puis à quatre en 1996 (Personnel et Budget, Organisation et informatique, Opérations fiscales et foncières, Contentieux), enfin à trois en 1998 (Ressources, Application, Juridique). De 1977 à 1998, le service de la législation fiscale (SLF), rattaché directement au ministre du budget, recouvre son autonomie (décret du 28 juin 1977). Intégré à la DGI (décret du 2 novembre 1998), il en devient une direction (arrêté du 2 novembre 1998) pour laquelle est créé un poste de directeur général adjoint (décret du 15 juin 2000). Le décret n° 2007-1003 du 31 mai 2007 place la DGI sous l'autorité du ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique ; le décret n° 2007-996 du 31 mai 2007 place la DLF est placée sous celle du ministre de l'économie, des finances et de l'emploi et la met disposition du ministre du budget pour la préparation des lois de finances. Quant aux services déconcentrés, ils fusionnent de 1967 à 1970 dans une structure commune, le centre des impôts (décret du 30 décembre 1968). La réforme aboutit également à la mise en place de directions départementales des services fiscaux, ainsi qu'à la fusion des services comptables des contributions indirectes et de l'enregistrement. Les directions à compétence régionale, mises en place à partir de 1960, concourent à une mission générale d'harmonisation et de coordination, avec les directions spécialisées, notamment en matière de contrôle fiscal (décret du 1er août 2000). Les directions des services fiscaux forment une autre catégorie de services déconcentrés de la DGI : elles se composent des centres des recettes des impôts (assiette et contrôle de tous les impôts), des brigades de contrôle et de recherche (depuis 1972), des centres des impôts fonciers (depuis 1977), des conservations des hypothèques. Les objectifs des directeurs des services fiscaux sont déclinés localement et contractualisés avec le directeur général dans le cadre d'un contrat de performance. Enfin, la DGI adopte le statut juridique des services à compétence nationale défini par un décret du 9 mai 1997 pour un grand nombre de ses services territoriaux (arrêtés du 24 juillet 2000) qui s'occupent de la formation des agents (Ecole nationale des impôts, Ecole nationale du cadastre), d'activités à caractère économique (direction nationale d'interventions domaniales - DNID) ou de contrôle fiscal dans des secteurs spécifiques (direction des vérifications nationales et internationales, direction nationale des vérifications de situations fiscales, direction nationale d'enquêtes fiscales). Un arrêté du 13 décembre 2000 crée à compter du 1er janvier 2002 la direction des grandes entreprises, service à compétence nationale, qui est l'interlocuteur fiscal unique des grands groupes (plus de 35 000 entreprises) pour l'assiette et le recouvrement des impôts, les dossiers étant traités par télé-procédures. En 2004, le réseau DGI récupère le recouvrement de l'impôt sur les sociétés et de la taxe sur les salaires, qui dépendait de la direction générale de la comptabilité, et rapproche les recettes (réseau DGCP) et les centres des impôts (réseau DGI). Parallèlement, le programme COPERNIC (arrêté du 12 novembre 2001), piloté conjointement avec la DGCP, est créé pour mettre en place le compte fiscal simplifié et plus largement l'administration fiscale électronique. En 2008, la DGI et la DGCP fusionnent en une direction générale des finances publiques (décret n° 2008-310 du 3 avril 2008).

Mode de classement

Thématique

Présentation du contenu

Ce fonds traite de la conception et de l'élaboration entre 1818 et 1973 de tous les textes législatifs concernant la fiscalité applicable à de nombreux domaines et notamment les successions, la justice, les assurances, la bourse, l'immobilier, et les conséquences des guerres.

Indexation

fiscalité

législation

B-0043139/1 – B-0043259/5, B-0043290/1 - B-0043381/1

Législation fiscale.

1818-1973

B-0043139/1 – B-0043139/5, B-0043201/1, B-0043229/3, B-0043230/1 – B-0043230/3, B-0043359/2 - B-0043360/1

Textes, lois, projets de lois, droit, réglementation.

1862-1951

B-0043139/1

Loi du 23 août 1871 sur l'enregistrement et le timbre.

1862-1875

B-0043139/2

Loi du 28 février 1872 : droits gradués, droits fixes.

1862-1898

B-0043139/3

Loi du 24 décembre 1973 article 25 : amendes et condamnations pécuniaires, remise du service aux percepteurs.

1868-1926

B-0043139/4

Loi du 21 juin 1875.

1862-1875

B-0043139/5

Historique des contributions directes : manuscrit intitulé « Cours d'impôts ».

1897-1898

B-0043201/1

Vœux et propositions postérieurs à la loi du 31 mars 1931 sur l'exploitation agricole (1931-1951) ; solutions (1929-1938) ; notes concernant l'application de la loi et du règlement d'administration publique (1931-1931).

1931-1951

B-0043229/3

Modification de la loi du 7 avril 1915 autorisant le gouvernement à rapporter les décrets de naturalisation obtenus par d'anciens sujets de puissances en guerre contre la France.

1916-1919

B-0043230/1

Anciens droits gradués, transformation en droit proportionnel.

1892-1893

B-0043230/2

Sociétés, droit gradué, apports.

1873-1928

B-0043230/3

Loi du 28 avril 1893, extension du droit gradué.

1885-1940

B-0043359/2 – B-0043360/1

Remaniement de la législation fiscale, réformes et simplifications.

1937-1941

B-0043200/1 – B-0043200/2, B-0043201/2 – B-0043201/5, B-0043202/1 – B-0043202/4, B-0043203/1 -B-0043207/1/1, B-0043311/1

Successions.

1824-1938

B-0043200/1

Mutations à titre gratuit. - Successions échues à des mineurs ou à des absents, scellés (1824-1925) ; conversion en une taxe additionnelle annuelle des droits de mutation par décès sur les titres au porteur (1882-1918).

1824-1925

B-0043200/2

Demandes de solution. - Immeubles affectés à une exploitation agricole et exonération applicable au immeubles indivis (1936-1936) ; immeubles affectés, sous certaines conditions, à une exploitation rurale ou artisanale, exonération de la taxe successorale et des droits de mutation par décès et projet de décret (1931-1931) ; biens ruraux et artisanaux, relèvement du maximum de la valeur des biens susceptibles de bénéficier de l'exonération (1935-1936) ; biens ruraux, partages d'ascendants, cession de droits successifs, immunités fiscales et échanges (1936-1937) ; biens ruraux, partages des successions dévolues entre époux et en ligne directe descendante, immeubles à usages d'exploitation agricole, exemption de droits de soulte et de retour 16ème législature, proposition de loi n°1365 (1936-1937) ; successions rurales et artisanales (1937-1938) ; proposition de loi n°752 de M. Perreau-Pradier (1932-1932).

1931-1938

B-0043201/2

Successions non déclarées.

1906-1917

B-0043201/3

Successions dévolues sans testament.

1888

B-0043201/4

Dissimulation du véritable caractère des contrats. - Donations déguisées (1924-1925). Omissions de valeurs mobilières et répression de la fraude (1907-1920). Renoncements simulés à successions, legs ou institutions contractuelles (1917-1925). Renoncements à la communauté par l'époux survivant, en qualité de donataire universel de son conjoint et conséquences au point de vue fiscal (1951-1920). Loi relative aux droits du conjoint survivant dans la succession de l'époux décédé et conséquences financières (1891-1917).

1851-1925

B-0043201/5

Droits de l'époux sur la succession du conjoint prédécédé, loi du 9 mars 1891.

1890-1917

B-0043202/1

Donations entre vifs hors contrat de mariage au profit de conjoints réfugiés.

1917

B-0043202/2

Enfants naturels, droits dans la succession de leur père et mère.

1890-1894

B-0043202/3

Contrats de mariage, clause de cohabitation entre les futurs époux et les parents de l'un deux.

1924-1925

B-0043202/4

Remplacement de la contribution foncière par une surtaxe sur les successions comprenant des immeubles non bâtis pour une valeur supérieure à 50 000 F.

1893

B-0043203/1	Succession et donation, projet de loi portant création de nouvelles ressources fiscales.	1917-1928
B-0043204/1	Évaluation des biens transmis par succession, donation ou échange, loi du 27 mai 1918.	1894-1928
B-0043204/2	Droits de mutation par décès.	1894-1924
B-0043204/3	Mutations à titre gratuit.	1874-1924
B-0043204/4	Personnes en état de faillite. Réduction du tarif et modification du mode de perception (1883-1883). Propriété littéraire et nouveau mode de perception de l'impôt (1884-1907). Conventions de mariage (1903-1926).	1883-1926
B-0043204/5	Partage antérieur ou postérieur à la déclaration.	1921-1924
B-0043205/1	Militaires et civils victimes de la guerre 1914-1948.	1914-1929
B-0043206/1	Évaluation des immeubles (1921-1921). Mutations immobilières à titre gratuit (1872-1922). Évaluation des biens meubles et immeubles loi du 30 juin 1923 (1922-1926).	1872-1926
B-0043207/1	Mutations à titre gratuit ou échanges. Substitution de la valeur vénale au revenu capitalisé (1910-1929). Immeubles bâtis non loués (1911-1912). Capitalisation du revenu déduction de l'impôt foncier (1898-1913). Abrogation de l'article 2 de la loi du 21 juin 1875 (1874-1902).	1874-1929
B-0043311/1	Successions en suspens dans les régions libérées.	1919-1926
B-0043214/6, B-0043215/1 – B-43215/2, B-0043216/2 – B-0043219/7, B-0043220/2, B-0043220/5 – B-0043220/6, B-0043222/2, B-0043227/4 – B-0043228/1, B-0043228/3, B-0043228/6, B-0043229/4 – B-0043229/5, B-0043232/4, B-0043232/8 – B-0043232/9, B-0043237/12, B-0043241/6, B-0043254/2	Justice, organisation, réforme.	1866-1949
B-0043214/6	Réforme de l'organisation judiciaire.	1879-1924
B-0043215/1	Révision du code de procédure, procédures devant les juges de paix.	1866-1949
B-0043215/2	Justices de paix, compétence, recrutement et procédure.	

	1884-1915
B-0043216/1	
Tribunaux de commerce, dispense de pouvoir et conciliation.	1905-1926
B-0043216/2 - B-0043218/1	
Réforme des frais de justice.	1871-1926
B-0043216/2	
1891-1926	
B-0043217/1	
1891-1892	
B-0043218/1	
1871-1923	
B-0043219/1	
Enregistrement des jugements.	1921-1922
B-0043219/2	
Exploits, notification par la poste.	1890-1925
B-0043219/3	
Actes de poursuites, saisies et ventes en matière de contributions directes.	1902-1912
B-0043219/4	
Droits de greffe.	1891-1928
B-0043219/5	
Droits de sceau.	1818-1920
B-0043219/6 – B-0043219/7,	
Assistance judiciaire.	1876-1925
B-0043219/6	
Modification de la Loi du 22 janvier 1851.	1876-1908
B-0043219/7	
Exécution des jugements.	1892-1900
B-0043220/2	
1878	
B-0043220/5	
Indemnités aux victimes d'erreurs judiciaires.	1890-1912
B-0043220/6	
Assistance judiciaire devant les juridictions de répression.	1902-1925
B-0043222/2	
Canal de Panama. - Assistance judiciaire et octroi d'office aux porteurs de titres (1892-1893). Traités de concession, usage en justice et exonération rétroactive des droits de timbre et d'enregistrement (1904-1908).	1892-1908

B-0043227/4	Conseils de préfecture, arrêtés, assimilation aux jugements, organisation et procédure.	1863-1924
B-0043227/5	Conseil d'État, recours pour excès de pouvoir ou incompétence, enregistrement en débit.	1894-1913
B-0043227/6	Partages judiciaires.	1888
B-0043227/7	Ventes judiciaires, réduction de frais.	1876-1923
B-0043228/1	Ventes judiciaires. - Vente sur licitation ; vente de biens de mineurs ; vente sur saisie immobilière à la surenchère.	1911-1920
B-0043228/3	Adjudications et partages non judiciaires, taxe de 0,25%.	1906
B-0043228/6	Faillites et liquidations judiciaires, réforme de la législation.	1880-1922
B-0043229/4	Frais de justice criminelle.	1872-1946
B-0043229/5	Contraventions et délits, substitution d'une taxe fiscale aux peines prononcées par le Code pénal.	1898-1929
B-0043232/4	Droits fixes des actes extrajudiciaires.	1919-1938
B-0043232/8	Casier judiciaire. Remplacement du droit et de la formalité de l'enregistrement par un droit de timbre ; délivrance gratuite ; réduction des droits.	1886-1921
B-0043232/9	Conseil judiciaire, publicité des décisions.	1892-1900
B-0043237/13	Cour suprême de justice, procédure et mémoires, immunités fiscales.	1940
B-0043241/6	Adjudications en détail, inscription d'office.	1897-1928
B-0043254/2	Procédure devant le juge d'instruction, partie civile.	1924-1927

B-0043212/4 – B-0043212/5, B-0043213/1, B-0043224/3 – B-0043224/4, B-0043225/1 – B-0043225/6, B-0043226/1 – B0043226/2, B-0043229/6, B-0043235/9, B-0043238/1 – B-0043238/2, B-0043245/1 – B-0043245/3, B-0043321/2, B-0043345/4 – B-0043346/1

Immobilier, baux, loyers.

1871-1945

B-0043212/4

Baux d'immeubles.

1890-1926

B-0043212/5

Baux et locations verbales. - Majoration des droits (1871-1926). Fractionnement (1924-1927).

1871-1927

B-0043213/1

Locations verbales. - Déclarations (1876-1927). Formules et ventes aux parties (1910-1910). Concours des percepteurs (1871-1893). Suppression de la formalité de la déclaration (1905-1939).

1871-1939

B-0043224/3

Projet de loi ayant pour objet de régler, à partir du 1er janvier 1926, les rapports des bailleurs.

1920-1929

B-0043224/4

Litiges relatifs aux loyers.

1918-1926

B-0043225/1

Chambre des députés, loyers, baux.

1915-1918

B-0043225/2

Baux ruraux, conventions amiables entre bailleurs et preneurs.

1919-1922

B-0043225/3

Baux à ferme, règlement de la situation créée par la guerre.

1914-1917

B-0043225/4

Baux à loyer, règlement de la situation créée par la guerre, loi du 23 octobre 1919.

1919-1923

B-0043225/5

Baux d'immeubles atteints par faits de guerre ou situés dans les localités évacuées ou envahies.

1919-1921

B-0043225/6

Indemnités pour pertes de loyers, extension aux bailleurs français d'immeubles sis en Algérie et aux bailleurs algériens d'immeubles sis en France.

1915-1929

B-0043226/1

Révision du prix de loyer en faveur des commerçants, industriels et artisans.

1922-1940

B-0043226/2

Modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre, loi du 9 mars 1918.

1918

B-0043229/6	Expropriation, paiement des indemnités aux membres des jurys.	1933
B-0043235/9	Réduction du prix des baux à ferme (loi du 08 avril 1933) ; révision des baux ruraux (loi du 2 juillet 1935).	1933-1938
B-0043238/1	Construction d'immeubles à usage industriel ou commercial, usine en chômage. - Décret du 28 février 1939, projet de la Commission de détente fiscale instituée par l'article 1er du décret du 12 novembre 1938 relatif à l'assouplissement de la fiscalité.	1939-1941
B-0042238/2	Construction nouvelles, décret du 28 février 1939 : projet de textes.	1939
B-0043245/1	Droit de transcription, licitation. - Tiers concessionnaire, exemption.	1887-1910
B-0043245/2	Transcription antérieure à l'enregistrement.	1920
B-0043245/3	Actes de société. - Apports immobiliers, droit de transcription.	1910-1925
B-0043321/2	Bourse des immeubles : notes.	1944-1945
B-0043245/4 – B-0043245/5	Saisies immobilières.	1879-1880
B-0043245/4	Péremption, loi du 4 juin 1881.	1879-1880
B-0043245/5	Saisies immobilières d'immeubles déjà saisis.	1880
B-0042345/6	Suppression du registre des transcriptions.	1894-1934
B-0043246/1	Reconstitution foncière des régions éprouvées par les faits de guerre.	1917-1937
B-0043235/1 – B-0043235/8, B-0043237/11, B-0043310/1, B-0043312/1, B-0043354/2 - B-0043354/3, B-0043356/1, B-0043356/1	Guerre, reconstruction, séquestres.	1892-1955
B-0043235/1	Nationalisation de la fabrication des matériels de guerre.	1936-1946
B-0043235/2	Ravitaillement en temps de guerre, immunités fiscales.	

1930-1947

B-0043235/3

Procuration des mutilés de guerre. - Exemption de timbre et gratuité de l'enregistrement, loi du 18 novembre 1916.

1916-1928

B-0043235/4

Recrutement de l'armée. - Questions d'état ; pourvois ; gratuité.

1927-1928

B-0043235/5

Légion française des combattants, dévolution des biens à l'Union française des combattants. - Exemptions fiscales, ordonnance du 14 mai 1945 art. 4 (Journal officiel de la République française du 7 juin 1945).

1941-1945

B-0043235/6

Pécule militaire. - Indemnité aux anciens prisonniers de guerre 1914-1918 ; indemnité de démobilisation.

1918-1933

B-0043235/7

Pensions des armées de terre et de mer, modification de la législation à la suite de la guerre 1914-1918.

1919-1947

B-0043235/8

Réfugiés espagnols. - Marchés administratifs de fournitures passés en vue de subvenir aux besoins des réfugiés ; demande d'exemption.

1939

B-0043237/11

Office du Levant des mutilés, combattants, victimes de la guerre et pupilles de la Nation. - Immunités fiscales : décret du 06 octobre 1939 art. 23.

1939-1941

B-0043310/1

Guerre de 1914-1918, évaluation des biens détruits ou endommagés par faits de guerre. - Loi du 12 juillet 1922, régime général des régions libérées ; taxes sur les valeurs mobilières.

1920-1924

B-0043312/1

Guerre de 1914-1918. - Règlement de la situation dans les pays envahis d'un point de vue fiscal (1919-1926) ; restitutions et remboursements ordonnés par jugement de sommes dues par l'état, pourvoi en cassation, caution préalable à l'exécution (1892) ; restitution des droits perçus sur des jugements ou des actes réformés ou annulés judiciairement, abrogation partielle de l'article 60 de la loi du 22 primaire an VII (1908-1912) ; procédure en matière domaniale, instances introduites contre l'état, mémoire préalable (1909-1910) ; solutions relatives à l'application de la loi du 18 janvier 1912 (1914-1955).

1892-1955

B-0043354/2

Confiscations. - Dévolution de la réserve aux héritiers présomptifs du condamné ; exigibilité des droits de mutation par décès ; successions recueillies par le condamné et dévolues conjointement à l'État et aux héritiers réservataires ; exigibilité et paiement des droits ; confiscations des biens des français insoumis réfugiés à l'étranger au cours de la guerre 1914-1918 ; confiscations des biens des français déchus de la nationalité française.

	1916-1949
B-0043354/3, B-0043356/1	
Séquestres.	
	1915-1949
B-0043354/3	
Séquestre des biens ennemis.	
	1915-1949
B-0043356/1	
Dissolution des organismes communistes et séquestre des biens juifs.	
	1927-1946
B-0043358/1	
Taxe d'armement. - Décret-loi du 21 avril 1939 portant création de la taxe ; décret du 13 mai 1939 fixant les modalités d'application ; taxe sur les transactions (1922-1945) ; décret du 21 avril 1939 ; décret du 13 mai 1939.	
	1922-1945
B-0043227/3, B-0043240/2 - B-0043240/4, B-0043241/1 - B-0043241/5, B-0043241/7 - B-0043241/8, B-0043242/1 - B-0043242/3, B-0043242/5 - B-0043242/6, B-0043243/1 - B-0043244/1	
Conservation des hypothèques, hypothèques.	
	1872-1946
B-0043227/3	
Créances hypothécaires sur les biens ruraux, exonération d'intérêts à raison de la guerre.	
	1919-1945
B-0043240/2	
Conservations des hypothèques endommagées ou détruites, reconstitution.	
	1916-1930
B-0043240/3	
Délai de délivrance des états et certificats hypothécaires.	
	1902-1932
B-0043240/4	
Tenue en double du registre des dépôts, délivrance obligatoire de reconnaissances de dépôts (loi du 05 juin 1875).	
	1872-1921
B-0043241/1	
Purge des hypothèques et extension des dispositions spéciales au Crédit foncier.	
	1877-1878
B-0043241/3	
Salaires des conservateurs en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.	
	1880-1923
B-0043241/4	
Cessions d'offices ministériels, privilège du vendeur ; inscription.	
	1891-1891
B-0043241/5	
Fabriques : mainlevée.	
	1885-1928
B-0043241/7	
Hypothèques conventionnelles, modification de l'art. 2125 du Code civil.	
	1909-1910
B-0043241/8	
Hypothèque maritime.	

	1872-1912
B-0043242/1	
Prêts chirographaires, garantie hypothécaire.	1899
B-0043242/2	
Registre des transcriptions, fixation des nouveaux salaires des conservateurs.	1910-1912
B-0043242/3	
Hypothèque fluviale.	1882-1921
B-0043242/5	
Suppression des droits fixes de transcription et de timbre des registres hypothécaires.	1892-1936
B-0043242/6	
Magasins généraux, inscriptions hypothécaires.	1937-1945
B-0043243/1	
Réforme hypothécaire en Algérie. - Act. Torrens, immatriculation de la propriété.	1886-1924
B-0043244/1	
Réforme hypothécaire : notes, correspondance, rapports parlementaires.	1895-1946
B-0043238/1, B-0043238/3 – B-0043238/4, B-0043238/12 – B-0043238/13, B-0043238/16 – B-0043238/17, B-0043246/2 – B-0043246/2, B-0043247/1 – B-0043251/1, B-0043251/3 – B-0043252/2, B-004334/2 - B-0043334/5	
Timbres et exemptions de droits, de frais d'enregistrement.	1874-1946
B-0043238/3	
Pièces à produire à l'appui des demandes de pension par les sapeurs pompiers ou leurs ayants droit, dispense d'enregistrement et de timbre.	1929-1930
B-0043238/4	
Constitution de stocks de bois provenant des colonies françaises, exonération des droits de timbre et d'enregistrement des actes y relatifs.	1918-1919
B-0043238/11	
Marchés passés par le Préfet de la Charente en vue de la destruction des campagnols, demande d'exemption de droits d'enregistrement.	1904
B-0043238/12	
Taxe du pain et de la viande. - Recours contre l'arrêté du Maire ; exemption de droits.	1902-1906
B-0043238/13	
Commerce des beurres. - Procès-verbaux de prise d'échantillon ; exemption de frais.	1888-1891
B-0043238/16	
Assistances aux vieillards, aux infirmes et aux incurables. - Exemption du timbre et de l'enregistrement ; assistance judiciaire.	1928-1948
B-0043238/17	
Retraites ouvrières, exemptions fiscales.	

	1941-1943
B-0043246/2	
Timbre de toutes espèces : statistiques, législations étrangères.	
	1907-1951
B-0043246/3	
Timbre unique, échange de timbres mobiles.	
	1920-1947
B-0043247/1 - B-0043248/1	
Droit de timbre préalable au renouvellement des cartes grises.	
	1948-1951
B-0043247/1	
1948-1951	
B-0043248/1	
1950-1951	
B-0043249/1	
Timbre de dimension. - Tarifs ; substitution du timbre proportionnel au timbre de dimension.	
	1904-1949
B-0043249/2	
Timbre unique. - Suppression de certaines quotités ; retraits des anciens types ; changement de couleurs ; arrêté du 22 janvier 1935.	
	1935-1938
B-0043249/3	
Timbre-poste et du timbre fiscal, unification.	
	1922-1946
B-0043249/4	
Délit et contravention : procès-verbaux.	
	1903-1949
B-0043249/5	
Création d'enveloppes timbrées pour la notification des exploits par la poste.	
	1885-1932
B-0043249/6	
Patente de santé, exemption.	
	1890
B-0043249/7	
Timbres mobiles et timbrage à l'extraordinaire : projet de décret.	
	1926
B-0043250/1	
Caisse des invalides de la Marine, timbre des rôles d'équipage.	
	1881-1920
B-0043250/2	
Impôt des patentes. - Certificats d'imposition ; timbre ; proposition d'exemption.	
	1908
B-0043250/3	
Droit sur les combustibles liquides. - Exonération partielle ; bons de commande et bordereaux récapitulatifs prévus par l'art. 12 du décret du 22 janvier 1934.	
	1934
B-0043250/4	
Fraude ; avoués.	
	1891

B-0043250/5	Procurations souscrites par les actionnaires en vue de se faire représenter aux assemblées générales. - Droit de timbre ; paiement sur états.	1912-1913
B-0043250/6	Feuilles d'audience et registres des greffes.	1874-1928
B-0043250/7	Fabriques et consistoires. - Registres et comptabilité.	1879-1882
B-0043250/8	Timbre des pétitions.	1888-1941
B-0043250/9	Baux emphytéotiques. - Actes de constitution de sociétés ; extraits du registre d'immatriculation des étrangers ; création d'un timbre de dimension spécial.	1897
B-0043250/10	Timbre des affiches. - Contraventions ; point de départ de la prescription applicable aux amendes.	1911-1923
B-0043250/11	Timbre des affiches de toute nature, tarif.	1881-1946
B-0043250/12	Affiches électorales. - Timbre ; exemption.	1875-1948
B-0043251/1	Concours agricoles. - Timbre des affiches, exemption.	1876-1903
B-0043251/3	Publicité par voie de prospectus. - Avis et imprimés distribués gratuitement dans les rues ; timbre.	1905-1937
B-0043251/4	Timbre spécial des marques de fabrique ou de commerce : loi du 26 novembre 1873.	1885-1914
B-0043251/5	Passeports, timbre : loi du 16 juin 1888.	1926-1946
B-0043251/6	Permis de circulation gratuits, timbre de statistique.	1896-1920
B-0043252/1	Timbre des quittances à 0,10 francs.	1860-1911
B-0043252/2	Actes de l'état-civil. - Expéditions d'actes d'état-civil ; bureaux de tabac.	1916-1937
B-0043253/3	Actes sous-seing privé, rédaction sur papier libre sauf timbrage ultérieur.	

	1910-1942
B-0043254/1	
Droit de timbre. - Notes des restaurants, suppression.	
	1926-1947
B-0043334/2	
Création de bons-tickets avec lots, droits de timbre de transmission et taxe de 3%.	
	1927-1941
B-0043334/3	
Timbre à l'extraordinaire, remplacement par une mention imprimée sur les titres des collectivités françaises abonnées.	
	1925-1944
B-0043334/4	
Droit de timbre des valeurs mobilières, majorations.	
	1926-1941
B-0043334/5	
Actions. - Prime d'émission, timbre.	
	1924-1931
B-0043251/2, B0043254/4 – B-0043259/4	
Taxes et publicité, affiches, enseignes.	
	1879-1949
B-0043251/2	
Affiches préservées et affiches lumineuses.	
	1941-1948
B-0043254/4	
Publicité sur écran.	
	1909-1947
B-0043254/5	
Publicité par radiophonie.	
	1926-1941
B-0043254/6	
Enseignes rédigées en langues étrangères.	
	1927-1929
B-0043254/7	
Fiches de renseignements commerciaux.	
	1925-1928
B-0043254/8	
Affiches légales : placards.	
	1928
B-0043254/9	
Affiches relatives à des réunions publiques, fêtes de bienfaisance, cours d'adultes, associations d'enseignement populaire, propagande syndicale, fête nationale.	
	1881-1935
B-0043255/1	
Affiches manuscrites : mode de timbrage, loi du 30 mars 1880.	
	1879-1880
B-0043255/2	
Affiches peintes : décret de 1852, projet de modification.	
	1885
B-0043255/3	
Affiches : documents et notes relatifs à la préparation ou à l'exécution de la loi du 26 juillet 1893.	

	1890-1916
B-0043255/4 Affiches.	
	1920-1949
B-0043256/1 – B-0043257/1 Affiches, panneaux, réclame.	
	1891-1943
B-0043256/1 1891-1915	
B-0043257/1 1921-1943	
B-0043258/1 Affiches préservées et affiches lumineuses.	
	1891-1946
B-0043259/1 Taxe sur les voitures de livraison, affiches sur papier apposées sur les voitures.	
	1891-1939
B-0043259/2 Affiches : tableaux et cartons annonces.	
	1887-1926
B-0043259/3 Affiches. - Manuscrites d'offres et de demandes d'emploi. Imprimées ou non et demandes de travail et d'emploi apposées par les bureaux de placement gratuit. Imprimées ou non d'offres et de demandes d'emploi apposées par l'employé ou l'ouvrier intéressé.	
	1895-1934
B-0043259/4 Affiches des établissements charitables et hospitaliers.	
	1895
B-0043234/1 – B-0043234/2, B-43233/5, B-0043234/1 – B-0043234/2, B-0043259/5 – B-0043290/1 – B-0043293/1, B-0043295/1 – B-0043301/2, B-0043302/1 – B-0043303/1, B-0043304/1, B-0043407/1 – B-0043409/1, B-0043321/1, B-0043356/2 – B-0043357/1, B-0043358/2 – B-0043358/3, B-0043360/2 – B-0043360/3, B-0043362/1 Impôts sur le revenu et des créances, autres impôts, taxes, contrôle, pénalités.	
	1864-1951
B-0043233/5 Procès-verbaux en matière de contributions directes, timbre et enregistrement.	
	1935
B-0043259/5 Impôts sur la publicité des journaux.	
	1935-1948
B-0043290/1 - B-0043296/2 Impôts sur le revenu des créances.	
	1864-1951
B-0043290/1 1928-1951	
B-0043291/1 Réforme du mode de paiement : textes, minutes.	
	1864-1924
B-0043292/1	

Cas divers de l'exigibilité de l'impôt (1917-1948) ; comptes de dépôts et les comptes courants (1922-1948) ; comptes ouverts aux associés en nom dans les sociétés de personnes (1924-1941) ; dépôts obligatoires ou facultatifs au trésor, régime fiscal (1928-1947).

1917-1948

B-0043293/1

Application de l'article 42 de la loi du 31 juillet 1917 (1917-1933) ; loi du 31 juillet 1917 et loi du 13 juillet 1925 (1917-1925) ; impôts sur les intérêts de créances (1918-1948) ; acquittement de l'impôt, apposition de timbres mobiles, déclarations, paiements par états (1918-1943) ; point de départ de l'impôt, migration des tarifs, double décime (1918-1943) ; domicile du créancier (1918-1930) ; pénalités, calcul des pénalités (1919-1943) ; restitution de la taxe (1923-1948) ; incidence de l'impôt (1924-1949) ; opérations commerciales ne présentant pas le caractère juridique d'un prêt (1924-1943) ; 48 timbres « impôt de 5% sur le revenu des créances et dépôts de cautionnement ».

1917-1948

B-0043295/1

Paiement sur déclarations, loi du 31 mai 1933, articles 80 à 86 ; créances notariées, articles 31 et 42 de la loi du 31 juillet 1917.

1933-1948

B-0043296/2

Intérêts des comptes courants.

1933-1947

B-0043294/1

Paiement de l'impôt sur déclaration. - Loi du 31 mai 1933 article 80 à 86, impôts sur le revenu des créances (1933-1940) ; créances notariées (1933-1939) ; impôt sur le revenu des capitaux mobiliers (1934-1936).

1933-1948

B-0043234/1, B-0043296/1 -

Impôt sur le revenu.

1872-1952

B-0043234/1 – B-0043234/2

Emprunts contractés par les associations syndicales autorisées de la loi du 15 mars 1928 sur les lotissements défectueux ; exonération.

1914-1941

B-0043234/1

1914-1935

B-0043234/2

1925-1941

B-0043296/1

Radiations, justifications du paiement de l'impôt sur le revenu des intérêts.

1924-1933

B-0043301/1

Loi du 29 mars 1872 : textes, applications.

1872-1918

B-0043301/2

Loi du 29 avril 1914 : textes, applications.

1914-1920

B-0043302/1

Fonds d'États étrangers et valeurs mobilières non abandonnées, questions relatives au taux de la taxe (1914-1918) ; restitution partielle ou imputation sur

l'impôt général d'un pourcentage de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières (1929) ; impôt sur le revenu des valeurs mobilières (1923-1936) ; taux différentiels (1934-1952).

1914-1952

B-0043304/1

Lots et primes, loi du 21 juin 1875, décret du 3 mai 1945 (1875-1949). Sociétés civiles, sociétés en nom collectif et en commandite (1875-1939). Divers (1905-1924). Sociétés civiles en parts d'intérêts ne comportant pas la mise en commun de capitaux, exemption de l'impôt sur le revenu de valeurs mobilières (1927-1948). Emprunts obligataires, interruption de la prescription de l'action du trésor (1935-1939). Impôt forcé (1942).

1875-1949

B-0043307/1

Extension aux bénéficiaires provenant de contrats d'assurances (1885-1903). Taxe proportionnelle, état d'avancement des travaux préparatoires, relevés mensuels (1950-1952).

1885-1952

B-0043308/2

Artisanat. -Projet de loi relatif au perfectionnement de l'outillage, caisse d'avance, emprunt de la caisse, impôt sur le revenu, exonération.

1920-1923

B-0043297/1 - B-0043305/1

Impôt sur le revenu des valeurs mobilières françaises et étrangères.

1904-1944

B-0043297/1

Prélèvement sur les produits des valeurs mobilières à titre d'avance sur les contributions directes.

1924-1933

B-0043297/2

Prélèvement sur les produits des valeurs mobilières à titre d'avance sur les contributions directes.

1933-1939

B-0043298/1

Lieu de paiement (1926-1937) ; impôt sur le revenu des capitaux mobiliers, remboursement du dixième en 1930 ; taxe additionnelle à l'impôt sur le revenu des valeurs et capitaux mobiliers (1926) ; notes, correspondance.

1926-1937

B-0043299/1

Remboursements et amortissements de capital ; remboursements sur le capital avant la dissolution de la société.

1924-1944

B-0043300/1

Impôt sur le revenu des valeurs mobilières à l'étranger. - Remises aux banquiers, modifications du tarif (1920-1921) ; coupons de titres étrangers non recouverts, restitution par voie d'imputation, modification du décret du 21 juin 1914 (1921-1926) ; valeurs mobilières étrangères non abonnées (1930-1939) ; fundings émis par des états étrangers, décret du 30 octobre 1935 (1933-1939) : notes, correspondance.

1920-1939

B-0043303/1

Impôt sur le revenu des valeurs mobilières étrangères.

1914-1919

B-0043305/1

Sociétés étrangères, demandes de solution. - Loi du 29 mars 1914 : décisions et solutions diverses (1914-1927) ; coupons étrangers payables en monnaie française ou en monnaie étrangère, impôt de l'assiette (1916-1935) ; transformation en sociétés anonymes des sociétés civiles de mines dont l'exploitation est située dans les régions envahies ou dévastées par l'ennemi (1918-1939) ; valeurs étrangères abonnées, coupons payables en plusieurs monnaies, loi du 22 mars 1924, article 31 (1932-1948) ; Commission européenne du Danube, tranche française d'un emprunt de 8 500 000 francs (1929-1931) ; sociétés dont le capital réduit est ultérieurement reconstitué, exonération de tous droits sur le capital augmenté (1929) ; sociétés à responsabilité limitée, suppression de l'exonération d'impôt sur le revenu applicable aux parts des gérants : demandes de solutions, correspondance (1932-1948) ; valeurs étrangères non abonnées et fond d'États étrangers (1923-1943) ; sociétés étrangères, impôt sur le revenu, prescription (1927-1935) ; notes (1904-1906).

1904-1948

B-0043306/1

Mise au point et discussion de l'ordonnance du 15 août 1945, impôt de solidarité nationale (1945).

1945

B-0043308/1 – B-0043309/1

Pénalités.

1872-1957

B-0043308/1

Pénalités perçues par l'administration de l'enregistrement. - Statistique générale ; propositions diverses ; caractère des pénalités ; amendes de droits en sus d'enregistrement, minimum, remises, textes (1887-1957) ; taxes sur les sommes souscrites aux émissions des titres des sociétés, affectation à la caisse des retraites du travail (1890) ; dépôts de sommes sans les sociétés de crédit constituées par actions, impôt spécial (1897-1939) ; caisse nationale de prêts aux officiers, sous-officiers et soldats des armées de terre et de mer, exemption de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières (1919) ; emprunts contractés auprès du Crédit foncier de France par les départements, communes, établissements publics et sociétés (1926).

1887-1957

B-0043309/1

Condition suspensive, réalisation (1872) ; réduction du taux des pénalités (1897-1912) ; établissement de nouveaux décimes (1919-1934) ; provocation au refus de paiement de l'impôt, répression (1926-1944) ; majoration des impositions à la charge des personnes condamnées à des peines d'indignité nationale (1946-1947) ; prescriptions et péremptions, suspension en cas de guerre (1879-1887) ; lois dont l'exécution est assurée par d'autres services, contraventions, concours des agents de l'administration (1905-1909) ; taxes dues par les sociétés, paiement tardif, intérêts de retard (1927-1929) ; paiements par acomptes (1927-1933) ; droits de mutation, paiement des droits au moyen de billets de fonds ou par tempérament (1929) ; droit de communication, rentes sur l'état, prélèvement de 10%, suppression (1937).

1872-1947

B-0043308/3

Compagnies de chemin de fer d'intérêt général, produits et revenus de leur domaine privé.

1936

B-0043321/1, B-0043356/2 – B-0043357/1, B-0043358/3

Impôt sur le chiffre d'affaires.

1917-1950

B-0043321/1

Marchands de biens : notes, correspondance, textes.

1925-1936

B-0043356/2

Impôt sur le chiffre d'affaires.

1927-1945

B-0043357/1

Dossier général.

1917-1950

B-0043358/3

Fonds commun provenant du décime à répartir entre les départements et les communes.

1920-1928

B-0043358/2

Taxe de luxe, taxe spéciale sur les ventes de certains objets mobiliers.

1942-1948

B-0043360/2

Contrôle fiscal.

1949-1951

B-0043360/3

Réformes des contributions directes (1897) ; instruction destinée aux services de l'enregistrement dans les départements d'Outre-Mer (1949-1950) ; actes passés dans les colonies, usages en France, timbre et enregistrement (1919).

1897-1950

B-0043362/1

Statistiques de recouvrements : notes, textes, états de recouvrement numérique.

1950-1957

B-0043213/5, B-0043214/1, B-0043215/1, B-0043216/1, B-0043217/1, B-0043218/1 – B-0043218/2, B-0043219/1, B-0043362/2

Algérie, Tunisie et colonies.

1862-1950

B-0043213/5, B-0043242/4, B-0043316/1,

Algérie, Tunisie.

1864-1945

B-0043213/5

Banque d'Algérie, législation spéciale.

1899-1900

B-0043242/4

Algérie et Tunisie, constitution de la propriété indigène.

1882-1902

B-0043316/1

Réduction du taux de l'intérêt légal (1878). Aliénation des terres domaniales et développement de la colonisation (1878-1936). Responsabilité des communes qui reçoivent en dépôt des armes de guerre (1880). Recouvrement des produits

animaux et forestiers, procédure (1881). Indemnités, application des tarifs de la métropole, études diverses d'objet général (1881-1945). Décime au profit de l'assistance publique (1882-1892) ; établissement de l'impôt foncier (1884). Dette hypothécaire (1885). Assurances contre l'incendie et sur la vie, timbre, polices passées en Algérie par des compagnies françaises, exécution de la loi du 29 décembre 1884 (1885). Exploitation des phosphates de chaux en Algérie (1897-1898). Forêts, aménagements et rachats de droits d'usage (1888). Sociétés de prévoyance et de prêts des communes mixtes de l'Algérie (1890-1892). Acquisitions d'immeubles par l'état, formalités de purge (1890). Cession d'offices, impôt sur les offices (1890-1930). Droits encaissés sur les affiches peintes (1903-1905). Extension de la législation fiscale qui régit la métropole, promulgation des lois et décrets (1904-1912). Ouvrages reversés à la bibliothèque : gouvernement général de l'Algérie, service de la propriété indigène, instruction sur les enquêtes à effectuer en territoire de propriété collective par application des articles 7 à 10 de la loi du 28 avril 1887 (1887. Revue algérienne et tunisienne de législation et de jurisprudence, 5ème année (janvier 1889).

1878-1945

B-0043317/1

Documentation, codes, instructions, circulaires.

1930-1950

B-0043318/1

Extension de la législation fiscale qui régit la métropole, promulgation de lois et de décrets.

1921-1939

B-0043318/2

Réglementation de l'exercice des fonctions d'administrateur judiciaire (1878-1933). Suppression du monopole des avocats, réorganisation du notariat et des offices ministériels, suppression de la vénalité des offices et des greffes, actes civils, authenticité obligatoire (1886-1933). Officiers, ministériels, avoués, huissiers, abus divers (1905-1918). Extension de l'article 13 de la loi du 16 juin 1824 à tous les officiers publics, abrogation de l'article 23 de la loi du 24 mai 1834 (1908). Actes extrajudiciaires, signification, amendement de MM Barthe et Rozimbaud, députés (1912) . Dépôt dans les archives départementales des minutes des actes notariés et des greffes (1914-1925). Répertoire des officiers publics et ministériels (1933-1954). Droit de plaidoirie (1947-1953).

1921-1939

B-0043319/1

Extension de la législation fiscale qui régit la métropole, promulgation des lois et décrets.

1864-1921

B-0043314/1 – B-0043315/1, B-0043362/2

Colonies.

1872-1949

B-0043314/1

Martinique, instances en matière d'enregistrement, droits de timbre (1872-1930) ; colonies françaises, notices et renseignements généraux (1882-1949) ; changement de noms dans les colonies (1887) ; pays de protectorats, successions, rentes sur l'état, certificats de paiement des droits de mutation par décès (1891-1937) ; Guinée (1901-1950) ; valeurs mobilières françaises, droits de mutation par décès (1904-1934) ; côte française des Somalies et dépendances (1908) ; emprunts

coloniaux, droits de timbre, de transmission, impôt sur le revenu (1909-1941) ; colonies, autonomie financière (1911) ; Dahomey (1912-1927).

1872-1949

B-0043315/1

Sociétés coloniales, régime fiscal. - Reversement aux budgets coloniaux d'une partie de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières acquittées en France ; exemption de tous impôts des sociétés françaises qui ont déjà un siège social dans les colonies ; mesures prises en leur faveur au cours de la deuxième guerre mondiale.

1925-1949

B-0043362/2

Marchés concernant les colonies, les pays de protectorat et l'Indochine, législation : notes, correspondance.

1901-1944

B-0043208/1, B-0043239/5, B-0043320/2, B-0043321/4 – B-0043321/1 – B-0043221/10, B-0043222/1 – B-0043222/6, B-0043223/1 - B-0043226/9

Assurances.

1819-1950

B-0043208/1

Assurance contre l'incendie, polices. - Contrôle de la déclaration prévue par l'article 6 de la loi du 31 mars 1903 (1923-1944). Enquête (1921-1924).

1921-1944

B-0043239/5

Fonds déposés aux sociétés de secours mutuels, exemption des droits de succession

1902

B-0043320/2

Courtiers d'assurances maritimes, suppression du privilège des courtiers-jurés : notes, correspondance, rapport.

1924-1937

B-0043321/10

Assurance sportive obligatoire, loi du 20 décembre 1940 : textes, notes.

1941-1942

B-0043321/4

Contrat d'assurance, registre timbre des courtiers et assureurs : notes, rapports, textes.

1921-1937

B-0043321/5

Résiliations en raison de guerre : notes.

1939-1940

B-0043321/6

Monopole des assurances et des réassurances.

1925-1926

B-0043321/7

Contrats d'assurances. - Timbre, règlement du tarif : notes, textes.

1926

B-0043321/8

Extension du régime de l'abonnement au timbre et à l'enregistrement à toutes les assurances : notes, textes.

1926-1937

B-0043321/9

Taxes sur les capitaux assurés à titre d'impôt sur le capital : notes.

1902-1928

B-0043322/1	Sociétés d'assurances sur la vie, de capitalisation et d'épargne. - Mesures de surveillance et de contrôle : textes, notes, rapports, procès-verbaux de réunion de la commission.	1925-1941
B-0043322/2	Fonctionnement et contrôle des entreprises d'assurances, office des assurances privées : textes, rapport au Général de Gaulle.	1945
B-0043322/3	Assurances. - Gens de maison, timbre et enregistrement : notes, textes.	1926
B-0043322/4	Assurances maritimes ou contre l'incendie : notes	1938
B-0043322/5	Assurances sur la vie, rentes viagères : texte, note.	1926-1939
B-0043322/6	Compagnie d'assurances, taxes spéciales : texte, notes.	1924-1931
B-0043323/1	Assurances contre l'incendie et sur la vie. - Timbre de police ; abonnement obligatoire ; loi du 29 décembre 1884 : notes pour le ministre, notes, correspondance, textes.	1931-1942
B-0043324/1	Assurances contre l'incendie et assurances maritimes, taxes obligatoires d'enregistrement : notes, textes, correspondance, rapport.	1930-1942
B-0043324/2	Assurances contre l'incendie, lois du 13 avril 1898 et du 30 janvier 1907 : notes, textes, correspondance, rapport.	1921-1939
B-0043325/1	Droits de timbre, assurances « au premier feu » : notes, textes.	1926-1939
B-0043325/2 – B-0043325/5	Assurances passées en Algérie, à l'étranger et dans les colonies.	
B-0043325/2	Assurances passées à l'étranger : notes, correspondance, texte.	1924-1939
B-0043325/3	Assurances de toute nature passées en Algérie et dans les colonies : notes.	1932
B-0043325/4	Assurances passées à l'étranger et réassurances en France pour les biens étrangers, timbre des polices, exemption : notes, textes.	1925-1943

B-0043325/5

Assurances de toute nature, compagnies coloniales ou étrangères opérant en France : notes, textes.

1926-1943

B-0043325/6

Caisse départementale d'assurance, proposition de loi n° 2173-3428 : notes, textes, correspondance.

1819-1942

B-0043325/7

Assurances contre les accidents : notes, textes, correspondance.

1926-1940

B-0043326/1 – B-0043326/10

Assurances mutuelles agricoles.

1925-1950

B-0043326/1

Commission consultative chargée d'étudier les questions soulevées par la mise en application des dispositions législatives et réglementaires concernant les mutuelles agricoles : texte.

1936

B-0043326/2

Caisse régionale de Bretagne, décision du ministre des finances du 5 février 1932 : notes, texte.

1931-1935

B-0043326/3

Suppression de l'exemption des droits de timbre et d'enregistrement : rapport au Président de la République, texte, notes, correspondance.

1934-1936

B-0043326/4

Caisses et sociétés d'assurances contre la grêle, prêts obtenus de la Caisse nationale de crédit agricole ; exonération des droits de timbre et d'enregistrement : notes, textes.

1932-1950

B-0043326/5

Vœux en faveur du maintien ou de l'extension des exonérations : notes.

1931-1938

B-0043326/6

Protestation contre le régime de la loi du 04 juillet 1900 : note au ministre, notes, correspondance.

1926-1949

B-0043326/7

Documents statistiques sur l'activité des sociétés mutuelles agricoles : rapport au Président de la République.

1928-1948

B-0043326/8

Enquête sur la régularité des opérations : correspondance, texte.

1927

B-0043326/9

Mutuelle agricole du Maine : notes, correspondance, texte.

1927-1934

B-0043326/10

Assurance contre la grêle : rapports, texte.

	1925-1932
B-0043326/11	
Assurances mutuelles maritimes, immunités fiscales : notes, correspondance, textes, rapports.	
	1910-1940
B-0043327/2	
Sociétés de secours mutuels : textes, notes, correspondance.	
	1898-1955
B-0043327/1, B-0043327/3 – B-0043327/5	
Retraites.	
	1898-1948
B-0043327/1	
Caisse nationale de retraite pour la vieillesse : notes, correspondance, textes, note pour le Ministre, rapport au Président de la République, rapports.	
	1898-1948
B-0043327/3	
Caisse de retraite des agents de chemins de fer secondaires d'intérêt local et des tramways : correspondance.	
	1947
B-0043327/4	
Institutions de retraite et de prévoyance en faveur des employés et ouvriers des exploitations de production, de transport et de distribution d'électricité et de gaz.	
	1942-1943
B-0043327/5	
Caisse de retraite et d'assistance des clercs de notaires, bourse commune d'assurance et de prévoyance du notariat : textes, rapports.	
	1930-1939
B-0043202/5, B-0043202/77 – B-0043202/8, B-0043205/6, B-0043213/7, B-0043214/1 – B-0043214/3, B-0043328/1 – B-0043330/2, B-0043331/1 – B-0043333/3, B-0043333/5 – B-0043334/1, B-0043334/6 – B-0043345/4 – B-0043353/1, B-0043361/2	
Secteurs boursier et bancaire, emprunts, rentes.	
	1857-1953
B-0043202/5	
Avoirs à l'étranger, loi du 13 juillet 1925.	
	1917-1926
B-0043202/7	
Contribution extraordinaire sur les accroissements de fortune réalisés pendant la guerre.	
	1919-1920
B-0043202/8	
Réserves dans les sociétés.	
	1921-1925
B-0043205/6	
Taxe sur les capitaux et sur l'enrichissement.	
	1909-1914
B-0043214/5	
Ouverture de crédit.	
	1911-1925
B-0043236/1	
Réforme bancaire. - Banques populaires ; crédit artisanal ; prêts au petit commerce, à la petite et moyenne industrie.	

	1927-1944
B-0043241/2	
Monopole et législation spéciale du Crédit foncier.	
	1877-1920
B-0043233/1	
Protêts.	
	1925-1950
B-0043327/6	
Rentes viagères, majorations : texte.	
	1953
B-0043213/7, B-0043214/1 – B-0043214/2, B-0043328/1 – B-0043330/2	
Actions et obligations.	
	1923-1949
B-0043213/7	
Obligations notariées au porteur. - Droit majoré (1920-1925). Surtaxes à imposer (1910-1929).	
	1910-1925
B-0043214/1	
Obligations hypothécaires.	
	1920-1925
B-0043214/2	
Obligations hypothécaires d'une faible importance.	
	1877-1910
B-0043328/1	
Régime fiscal, tarifs des droits de timbre et de transmission, loi du 25 janvier 1902.	
	1924-1945
B-0043329/1	
Titres nominatifs et titres au porteur, suppression de la forme au porteur, titres émis nets d'impôt, titre en dépôt.	
	1923-1947
B-0043330/1	
Droits de timbre par abonnement.	
	1926-1949
B-0043330/2	
Obligations émises pour le service des PTT.	
	1930-1932
B-0043214/3	
Prêts sur dépôts de titres ou consignations de marchandises.	
	1910-1922
B-0043232/7	
Conventions portant réduction du taux des intérêts d'une créance. - Enregistrement ; droit fixe.	
	1935-1936
B-0043331/1	
Sociétés dites Trust ou Omnium, régime fiscal.	
	1920-1938
B-0043332/1	
Caisse centrale des dépôts et virement de titre (CCDVT).	
	1941-1951

B-0043333/1	Opérations de bourse, banquiers, commerce habituel.	1941-1942
B-0043333/2	Distribution de l'énergie électrique dans les campagnes, titres d'emprunts, immunités fiscales.	1925-1937
B-0043333/3	Taxes sur les valeurs mobilières, changement des époques de paiement.	1925-1943
B-0043333/5	Participation des ouvriers aux bénéfices des sociétés par actions.	1929-1948
B-0043333/6	Sociétés civiles des mines, transformation en sociétés anonymes.	1938
B-0043333/7	Sociétés de représentation des porteurs de titres étrangers, loi de finances du 31 juillet 1920 article 30.	1925-1955
B-0043333/8	Certificats représentatifs de titres français émis à l'étranger par des banques étrangères.	1924-1928
B-0043333/9	Titres nominatifs étrangers, assimilation aux titres nominatifs français pour le régime fiscal.	1859-1946
B-0043333/10	Droit pour la conversion au porteur d'actions, suppression.	1924-1945
B-0043334/1	Emprunts contractés à l'occasion de la guerre 1870-1871 par les départements et communes.	1926-1927
B-0043334/7	Office des sociétés anonymes, création.	1938
B-0043334/8	Projet de code des sociétés par actions.	1940-1941
B-0043334/9	Parts de fondateur.	1925-1942
B-0043334/10	Attribution à l'état d'une part bénéficiaire dans toutes les sociétés par action.	1925-1946
B-0043335/1	Rentes sur l'État, régime fiscal.	1916-1952

B-0043336/1	Caisse d'amortissement, contribution volontaire.	1921-1953
B-0043337/1	Titres à ordre.	1922-1941
B-0043338/1	Commission des emprunts-or.	1933-1936
B-0043334/6, B-0043338/2 – B-0043345/3	Valeurs étrangères.	1857-1947
B-0043334/6	Introduction de valeurs étrangères sur le marché français, admission des valeurs françaises au parquet ou à la coulisse, commission institué par l'arrêté du 26 décembre 1928.	1928-1937
B-0043338/2	Valeurs étrangères abonnées, réforme du régime de l'abonnement, propositions diverses antérieures à 1914.	1857-1912
B-0043339/1	Réforme du régime de l'abonnement, projet Caillaux, propositions diverses antérieures à 1921.	1909-1931
B-0043340/1	Réforme du régime de l'abonnement, projet de 1921.	1904-1928
B-0043341/1	Réforme du régime de l'abonnement, décret modifiant le régime. Francisation des sociétés étrangères, solutions diverses.	1872-1947
B-0043342/1	Cote à la bourse ; exposition en vente.	1862-1941
B-0043342/2	Certificats représentatifs de titres étrangers non abonnés émis à l'étranger par des banques et des sociétés étrangères, régime fiscal.	1930-1939
B-0043342/3	Dépôt en banque pour la représentation des actionnaires aux assemblées générales, exemption du droit de timbre.	1921-1931
B-0043343/1	Dépôt en banque contre remise d'un certificat nominatif, loi du 31 juillet 1929 article 7.	1928-1949
B-0043343/2	Certificats représentatifs de titres étrangers non abonnés émis en France par des établissements de banque, loi du 16 février 1932-art.4, décret du 3 janvier 1933.	1929-1933

B-0043344/1	Rentes et effets publics des gouvernements étrangers.	1870-1914
B-0043345/1	Fonds d'État ou valeurs à court terme des gouvernements étrangers, timbre : notes.	1923
B-0043345/2	Fonds publics des gouvernements étrangers ; droits de timbre.	1907-1949
B-0043345/3	Fonds publics des gouvernements étrangers ; renouvellement des titres ; droits de timbre.	1872-1927
B-0043345/4	Taxe sur les bénéfices non distribués, transfert de l'assiette et de la perception à l'administration de l'Enregistrement.	1937
B-0043346/1	Bordereaux des agents de change, fraudes et abus.	1873-1892
B-0043346/2	Bordereaux des agents de change, évaluation du droit de timbre.	1871-1939
B-0043346/3	Opérations spéculatives à terme sur le marché des changes, taxe exceptionnelle : décret-loi du 8 juillet 1937.	1937-1939
B-0043346/4	Loi monétaire de 1936. Taxe extraordinaire de 50% sur certains bénéfices de bourse.	1936-1940
B-0043347/1 – B-0043347/2	Opérations de bourse.	1876-1949
B-0043347/1	Opérations de bourse.	1892-1949
B-0043347/2	Enquête de 1891 sur les législations étrangères.	1876-1895
B-0043348/1 – B-0043351/1	Impôts sur les opérations de bourse de commerce.	1869-1945
B-0043348/1	1882-1945	
B-0043349/1	1869-1930	
B-0043350/1	1926-1939	
B-0043351/1	1898-1924	

B-0043352/1	Taxe sur les bourses de commerce, marché à terme.	1910-1914
B-0043352/2	Vente à crédit de valeurs de bourse.	1900-1926
B-0043352/3	Commission de protection de l'épargne.	1929-1932
B-0043352/4	Relèvement du marché financier français.	1890-1913
B-0043353/1	Impôt sur les opérations de change.	1893-1938
B-0043354/1	Banques, contrôle et surveillance.	1927-1948
B-0043355/1	Coupons titres négociables et soldes créditeurs des comptes en banque atteints par la prescription, attribution à l'État.	1918-1947
B-0043361/2	Contrôle des changes et acquisitions, or et valeurs mobilières.	1932-1937
B-0043363/1 – B-0043381/1	Accords fiscaux entre la France et des pays étrangers.	1828-1976
B-0043363/1	Afrique (1962-1971) ; Afrique du Sud (1892-1972). Algérie (1963-1973). Allemagne (1877-1972).	1877-1973
B-0043364/1	Allemagne.	1921-1941
B-0043365/1	Allemagne (1963-1976) ; Andorre (1965) ; Argentine (1927-1967) ; Australie (1947-1971) ; Autriche (1871-1971).	1871-1976
B-0043366/1	Belgique (1912-1971) ; Bolivie (1924).	1912-1971
B-0043367/1	Brésil (1920-1971) ; Cameroun (1957-1970) ; Canada (1880-1972) ; Ceylan (1971-1972) ; Chili (1881-1969) ; Chine (1912) ; Congo (1960-1969) ; Côte d'Ivoire (1963-1970) ; Cuba (1881).	1880-1972
B-0043368/1	Dahomey (1963-1966) ; Danemark (1861-1970) ; Égypte (1927-1969) ; Équateur (1950) ; Espagne (1881-1971) ; Estonie (1927-1928).	1861-1971

B-0043369/1	États-Unis : projet de convention.	1930-1936
B-0043370/1	États-Unis : convention du 28 juillet 1967.	1853-1972
B-0043371/1	Finlande (1962-1971) ; Gabon (1963--1971) ; Grande-Bretagne (1907-1941).	1907-1971
B-0043372/1	Grande-Bretagne : convention du 21 juin 1963 (1836-1972) ; Grèce : convention du 23 août 1963 (1923-1971) ; Guinée (1960-1964) ; Haute-Volta : convention du 11 août 1965 (1964-1965) ; République d'Haïti (1937).	1836-1972
B-0043373/1	Inde (1964-1971) ; Indes néerlandaises (1930) ; Indochine (1949-1968) ; Italie : convention du 29 octobre 1958 (1871-1971) ; Iran (1967-1971) ; Irlande : convention du 21 mars 1968 (1966-1968) ; Israël : convention du 20 août 1963 (1963-1968) ; Japon : rapports sur la situation économique et financière au Japon (1927-1970).	1871-1971
B-0043374/1	Liban (1919-1965) ; Liechtenstein (1960) ; Lituanie (1936) ; Luxembourg (1873-1969) ; Madagascar (1959-1971) ; Malaisie (1972) ; Mali (1964-1971) ; Maroc : convention du 29 mai 1970 (1913-1970) ; Mauritanie (1965-1970) ; Mexique (1888-1918).	1888-1971
B-0043375/1	Niger, convention du 28 février 1967 (1963-1970). Norvège (1929-1972). Nouvelle-Calédonie (1961-1972). Nouvelle-Zélande (1968-1972). Pakistan (1963-1971). Pays-Bas ou Hollande (1883-1973). République de Panama (1911).	1828-1973
B-0043375/2	Monaco : affaires particulières, fiches de succession.	1969
B-0043376/1	Pologne (1920-1967). Portugal (1869-1971). République centrafricaine (1964-1967). Roumanie, convention du 7 octobre 1942 (1883-1973).	1869-1973
B-0043377/1	Russie (1875-1972). Sarre (1920-1936) ; Sénégal (1963-1971). Singapour (1971).	1875-1972
B-0043378/1	Suède, convention du 24 décembre 1936, traité germano-suédois du 25 avril 1928 (1928-1972).	1928-1972
B-0043379/1	Suisse.	1919-1939
B-0043380/1	Suisse, convention du 9 septembre 1966 (1896-1972). Tchad (1964-1971). Tchécoslovaquie, convention du 29 mai 1970 (1921-1972). Thaïlande (1971-1972).	

Togo, convention du 3 décembre 1970 (1964-1970). Territoires d'outre-mer (TOM), convention du 8 juin 1970 (1966-1972). Tunisie (1961-1973). Turquie (1882-1944).

1882-1973

B-0043381/1

Vatican (1966-1968). Venezuela (1914-1916). Yougoslavie (ou Serbie) (1921-1972). Zambie (1970). Société des Nations, restitution de droits (1922-1944).

1914-1972

B-0043235/10, B-0043237/1 – B-0043237/6, B-0043237/14 – B-0043237/15, B-0043237/17, B-0043359/1

Canaux d'irrigation, grands travaux, remises en état.

1882-1952

B-0043235/10

Reconstruction, commentaires.

1945-1948

B-0043237/1

Canal d'irrigation du Forez (Loire). - Actes d'engagements, exemption de droits ; convention à enregistrer à 3 francs.

1882

B-0043237/14

Compagnie nationale du Rhône. - Création de la loi du 27 mai 1921 sur l'aménagement du Rhône, exonérations fiscales.

1929-1938

B-0043237/17

Travaux d'amélioration et de réparation, décret du 28 février 1939 : projet de textes.

1927-1939

B-0043237/2

Canal du Bazert (Haute-Garonne), actes d'engagement.

1886-1892

B-0043237/3

Canal d'irrigation dérivé de l'Hérault. - Actes d'engagements pour usage des eaux ; timbre et enregistrement gratuit.

1882

B-0043237/4

Dessèchement des marais de Fos (Bouches-du-Rhône), exemption de droits.

1886-1941

B-0043237/5

Canal d'irrigation de la Ribaut (Aude). - Actes d'engagement ; gratuité.

1892-1893

B-0043237/6

Concession des travaux ayant pour but l'utilisation des forces hydrauliques du Rhin et la réalisation du Grand Canal d'Alsace (Haut-Rhin et Bas-Rhin). - Projet de loi, exemptions fiscales.

1930-1931

B-0043237/15

Réparation des dommages de caractère exceptionnel causés par les orages et les crues du 1er au 10 mars 1930, loi du 08 avril 1930, du 16 avril 1930, décret du 17 avril 1930.

1930-1952

B-0043359/1

Inondations de 1910.

1909-1911

B-0043209/1 – B-0043210/1, B-0043213/3, B-0043233/6, B-0043237/7, B-0043237/9, B-0043239/4, B-0043253/5

Transports, automobiles.

1905-1952

B-0043209/1

Renouvellement des cartes grises, taxe de timbre.

1939-1950

B-0043210/1

Cartes grises.

1933-1952

B-0043213/3

Réorganisation de la voirie routière.

1929-1943

B-0043233/6

Coordination des transports, régime fiscal des actes y relatifs.

1937-1949

B-0043233/7

Entreprises de transports par automobiles. - Subventions ; droit fixe.

1910-1939

B-0043233/9

Chemin de fer d'intérêt local. - Tramways ; actes de concession et rétrocession ; marchés ; gares routières.

1928-1932

B-0043239/4

Agents de chemins de fer, relations avec les compagnies : procès-verbal d'arbitrage, immunités fiscales.

1905

B-0043253/5

Certificat international de route, modification du régime fiscal.

1909-1930

B-0043237/12, B-0043238/6

Éducation.

1875-1937

B-0043237/12

Écoles. - Acquisitions amiables par les communes de terrains nécessaires à la construction d'écoles, demandes d'exemption des droits : notes.

1883-1937

B-0043238/6

Instruction publique, enseignement supérieur. - Pourvois en cassation ; exemption de timbre et d'enregistrement.

1875

B-0043213/4, B-0043213/6, B-0043227/1, B-0043228/2, B-0043228/5, B-0043229/1 – B-0043229/2, B-0043231/1, B-0043238/7, B-0043238/9, B-0043238/14 – B-0043238/15, B-0043313/1, B-0043320/3 – B-0043320/6, B-0043321/3

Commerce, marchés, ventes, entreprises.

1866-1956

B-0043213/4, B-0043213/6

Sociétés, transformation.

1866-1940

B-0043213/4

1866-1927

B-0043213/6	1928-1940
B-0043227/1	1915-1920
Marchés à livrer et autres contrats commerciaux conclus avant la guerre, loi du 21 janvier 1918.	
B-0043228/2	1890-1912
Ventes et partages de biens de mineurs.	
B-0043228/5	1909-1911
Répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles.	
B-0043229/1	1918
Déconfiture, organisation.	
B-0043229/2	1907-1934
Expropriation, paiement des indemnités aux membres des jurys.	
B-0043231/1	1927-1941
Répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles.	
B-0043238/7	1914
Récompenses industrielles. - Loi du 8 août 1912, exemption de timbre et d'enregistrement.	
B-0043238/9	1903-1905
Registres de commerce. - Procès-verbaux de cote et paragraphe ; enregistrement.	
B-0043238/14	1890-1895
Halles centrales de Paris. - Pouvoirs donnés par les propriétaires pour la vente de leurs produits, gratuité.	
B-0043238/15	1943
Restaurants communautaires.	
B-0043313/1	1880-1956
Insuffisance de prix et d'évaluation, dissimulation de partie d'un prix de vente immobilier, expertises, procédure : notes internes de la direction générale de l'enregistrement, textes, rapports, minutes, correspondance.	
B-0043320/3	1930-1949
Courtiers de marchandises : notes, correspondance, rapport.	
B-0043320/4	1885-1949
Agences d'affaires, réglementation : notes au ministre, texte.	
B-0043320/5	1925
Marchands de biens, enquête : notes, correspondance, tableaux.	

B-0043320/6	Marchands de biens et de fonds de commerce : notes, correspondance, textes, rapport au Président de la République.	1932-1937
B-0043321/3	Syndics de faillite : note au ministre.	1924
B-0043220/3 – B-0043220/4, B-0043220/7, B-0043221/1 - B-0043222/1	Maladies, accidents.	1876-1930
B-0043220/3	Extension de la loi concernant l'assistance médicale dans les campagnes.	1876-1894
B-0043220/4	Maladies professionnelles, exemption d'impôt.	1905
B-0043220/7	Accidents et maladies résultant du service militaire, assistance judiciaire et exemption d'impôt.	1907-1909
B-0043221/1 – B-0043222/1	Accidents du travail.	1882-1923
B-0043221/1	1882-1930	
B-0043222/1	1906-1923	
B-0043233/4, B-0043253/4	Douanes.	1909-1948
B-0043233/4	Douanes et de contributions indirectes, enregistrement en débet : procès-verbaux.	1909-1948
B-0043253/4	Révision du tarif général des Douanes.	1909-1946
B-0043237/7 – B-0043237/10	Expositions.	1876-1937
B-0043237/7	Expositions internationales. - Expositions universelles de 1878, 1889, 1900, 1905 , exposition des arts décoratifs de 1925 ; exposition coloniale internationale de Paris (1929).	1876-1941
B-0043237/8	Exposition d'électricité. - Contrats ; marché ; actes de toutes espèces ; enregistrement gratuit.	1880-1881
B-0043237/9	Exposition internationale Art et Travail.	1934-1937

B-0043237/10

Expositions internationales : convention.

1929

B-0043233/2, B-0043238/5, B-0043238/8, B-0043238/10

Agriculture, sylviculture.

1880-1947

B-0043233/2

Protection des végétaux, infractions. - Loi du 25 mars 1941, du 06 avril 1942, du 15 novembre 1943, décret du 22 juillet 1942.

1941-1943

B-0043238/5

Terres et exploitations agricoles abandonnées, loi du 27 août 1940 relative à l'inventaire et à la mise en culture.

1940-1947

B-0043238/8

Prêts sur gage ou nantissement entre les grainetiers et les récoltants, exemptions fiscales.

1935

B-0043238/10

Phylloxéra. - Travaux de submersion de vignes dans les départements de l'Aude et de l'Hérault ; engagements pour eaux, exemption de droits, dégrèvement de l'impôt foncier ; destruction des animaux nuisibles.

1880-1943

B-0043211/2, B-0043214/4, B-0043239/2, B-0043333/4

Associations.

1901-1941

B-0043211/2

Associations ayant pour objet l'éducation physique, la préparation au service militaire ou l'hygiène sociale.

1918

B-0043214/4

Associations, apports.

1901-1925

B-0043239/2

Associations d'étudiants, associations d'anciens élèves.

1924-1927

B-0043333/4

Associations, projet de loi, congrégations.

1939-1941

B-0043211/1, B-0043211/3, B-0043212/1 – B-0043212/3, B-0043213/2, B-0043232/3 – B-0043232/5, B-0043233/10, B-0043239/6, B-0043240/1, B-0043358/4

Établissements publics, marchés administratifs, subventions aux départements et aux communes.

1875-1947

B-0043213/2, B-43232/5, B-0043358/4

Établissements publics.

1904-1934

B-0043213/2

Office français des allumettes, régime fiscal.

1927

B-0043232/5	Caisse générale des familles. - Mandats ; droit fixe unique.	1904
B-0043358/4	Caisse des monuments historiques, taxe supplémentaire de 1% sur les ventes publiques d'objets d'art et d'antiquités.	1921-1934
B-0043211/1	Marchés administratifs.	1875-1916
B-0043232/2 - B-0043232/3	Marchés de l'État, répercussion des droits d'enregistrement.	1921-1947
B-0043232/2	1921-1946	
B-0043232/3	1947	
B-0043211/3	Libéralités en faveur des départements, établissements publics, sociétés d'instruction et d'éducation populaires.	1890-1929
B-0043212/1	Budget des dépenses recouvrables et projet de loi de crédits sur 1921, libéralités aux départements et communes des régions dévastées pour leur reconstitution.	1882-1924
B-0043212/2	Budget des dépenses recouvrables, immunités fiscales.	1921-1922
B-0043212/3	Libéralités aux établissements publics nationaux.	1904-1920
B-0043233/10	Actes administratifs. - Stipulations prévoyant l'enregistrement au droit fixe, dossier général.	1918-1936
B-0043239/6	Subventions engagées au profit des départements et communes pour l'exécution de divers travaux. - Paiement par annuités ; exonération de timbre et de taxes spéciales frappant les valeurs mobilières.	1933-1938
B-0043240/1	Subventions aux communes atteintes par des événements de guerre pour leur permettre d'équilibrer leurs budgets, convention avec le Crédit foncier : dispense de droits de timbre et d'enregistrement.	1919
B-0043239/1, 0043254/3, B-0043320/1	Professions réglementées.	1891-1957
B-0043239/1	Assistances sociales.	1923-1957

B-0043254/3	Avoués et notaires : registres.	1891-1935
B-0043320/1	Commissaires-priseurs, honoraires, ventes publiques d'objets d'arts : notes, correspondance, textes.	1913-1952
B-0043219/8, B-0043220/1, B-0043224/2, B-0043232/1, B-0043232/6, B-0043232/8, B-0043232/10 – B-0043238/11, B-0043233/3, B-0043237/6, B-0043253/2	État civil.	1875-1934
B-0043219/8	Tutelle des indigents.	1879-1905
B-0043220/1	Mariage des indigents.	1876-1913
B-0043224/2	Faculté pour les alsaciens-lorrains de franciser leur nom patronymique.	1917
B-0043232/1	Droit proportionnel de 0,20%. - Contrat de mariage, apports en mariage, droit proportionnel, majoration du tarif.	1903-1925
B-0043232/10	Rétablissement du divorce.	1890-1929
B-0043232/11	Prestations de serment.	1873-1925
B-0043232/6	Testaments et donations soumises à l'évènement du décès.	1897-1923
B-0043233/8, B-0043253/1	Actes de l'état-civil, reconnaissance des enfants naturels.	1886-1949
B-0043233/8		1889-1930
B-0043253/1		1886-1949
B-0043237/16	Élections, révision des listes électorales.	1875-1942
B-0043253/2	Reconstitution des actes de l'état-civil.	1893-1925
B-0043233/3	Contraventions aux lois postales, procès-verbaux. - Enregistrement au bureau de la résidence ; délai ; loi du 31 mars 1903 art. 40.	1902-1934

B-0043223/1 – B-0043224/1, B-0043228/4, B-0043229/3

Droit du travail, conciliation.

1884-1923

B-0043223/1

Conseil de prud'hommes.

1884-1908

B-0043223/2

Conseil de conciliation et d'arbitrage.

1884-1917

B-0043224/1

Code du travail, contrats d'artistes.

1898-1923

B-0043228/4

Libre salaire de la femme mariée.

1906-1909

B-0043239/3

Sociétés d'ouvriers, sociétés de patrons et d'ouvriers, actes exempts de timbre et d'enregistrement.

1891